ASSEMBLÉE NATIONALE

29 janvier 2020

INSTITUTION D'UN SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE - (N° 2623)

Rejeté

AMENDEMENT

N° 507

présenté par

M. Jumel, M. Dharréville, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Chassaigne,
M. Dufrière, Mme Faucillon, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE 7

Rédiger ainsi l'alinéa 27 :

« Les cotisations dues par ces assurés et les modalités de prise en charge transitoire par l'État de l'écart entre les cotisations qui seraient dues si leurs taux étaient égaux à ceux prévus en application de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale et les cotisations résultant de ces adaptations ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est inconcevable de déterminer le niveau des cotisations pour les régimes des marins par ordonnance.

Nous insistons sur la nécessité de supprimer la notion de « prise en charge transitoire », ceci pour tenir compte au même titre que les armateurs du commerce armant, des navires qui sont soumis à la concurrence internationale. En effet la pêche est aussi soumise à une concurrence intracommunautaire et internationale par les conditions sociales moins-disantes et par l'embarquement de marins extracommunautaires dans les conditions de rémunérations basses.